

L'arbitrage en Asie du Sud-Est se résume-t-il à Singapour ? / Is arbitration in Southeast Asia limited to Singapore?

Wissam Mghazli – Managing Partner / Co-head Arbitration Practice

Ezzine Andoulsi – Senior Associate

Yasmine Chouari – Associate

[English Bellow]

En Asie du Sud-Est, l'activité arbitrale est traditionnellement dominée par Singapour, devenue une place incontournable de l'arbitrage international. Partant, il est rare de s'attarder sur la pratique arbitrale dans le reste de la région : *quid* de la Malaisie, du Vietnam ou encore du Cambodge ?

Ce bulletin met en lumière ces juridictions où l'arbitrage se développe progressivement, porté par des réformes législatives et institutionnelles encore peu connues. Seront ainsi examinés les cadres juridiques de l'arbitrage en Asie du Sud-Est (I), les principales institutions de la région (II) et, enfin, l'émergence singulière de l'arbitrage au royaume du Cambodge (III).



I. Le droit de l'arbitrage en Asie du Sud-Est : influence de *Common Law* ou du droit civil ?

Le droit de l'arbitrage en Asie du Sud-Est se caractérise par une hétérogénéité profonde, reflet des trajectoires historiques et institutionnelles propres à chaque État de la région.

Mais, au-delà des différences institutionnelles, le déséquilibre entre Singapour et les autres États d'Asie du Sud-Est s'explique également par des écarts techniques dans la mise en œuvre de principes fondamentaux de l'arbitrage international, notamment en matière de contrôle juridictionnel, de mesures provisoires et d'exécution des sentences. Si plusieurs États ont adopté des textes inspirés de la loi type (*Model Law on International Commercial Arbitration*, ci-après la « *Model Law* ») élaborée par la Commission des Nations Unies pour le droit

commercial international (CNUDCI) et visant à harmoniser les législations nationales en matière d'arbitrage commercial international, la qualité de l'environnement arbitral dépend moins de la norme écrite que de son application effective, élément déterminant pour le choix du siège de l'arbitrage par les parties¹.

Certains pays relèvent d'une tradition de *Common Law* héritée de la présence britannique : c'est le cas notamment de Singapour ou encore de la Malaisie. Dans ces juridictions, le rôle central accordé à la jurisprudence, de même que la structure des normes juridiques, s'expliquent par l'application de la règle du précédent (*judicial precedent*), caractéristique des systèmes de *Common Law*². Cette influence s'illustre dans le cadre législatif national de ces deux pays, ayant tous deux adoptés un *Arbitration Act*, en 2001 pour Singapour³, et en 2005 pour la Malaisie⁴, régissant la pratique arbitrale au niveau national.

À l'inverse, d'autres États d'Asie de la région s'inscrivent dans une tradition civiliste, fondée sur la codification et l'organisation plus structurée des règles de droit. Tel est notamment le cas du Vietnam⁵ et du Cambodge. Dans ces systèmes, l'arbitrage est abordé à travers des lois telles que la Loi sur l'arbitrage commercial adoptée en 2010⁶ au Vietnam qui s'intègre dans un système de droit écrit et codifié propre au droit vietnamien. Le Cambodge a, pour sa part, promulgué la Loi sur l'arbitrage commercial en 2006⁷ qui a été mise en œuvre dans un cadre civiliste. En Indonésie, le cadre juridique repose sur le droit néerlandais et la principale source d'arbitrage est la *Law on Arbitration and Alternative Dispute Resolution*, qui ne s'appuie pas sur la *Model Law*, mais en a intégré les aspects essentiels⁸.

Entre ces deux pôles, certains pays adoptent un positionnement hybride. La Thaïlande⁹ en constitue l'exemple le plus significatif : bien que son droit appartienne théoriquement à la famille civiliste et repose sur des codes, la pratique tant judiciaire qu'institutionnelle emprunte largement aux standards procéduraux de la *Common Law* du fait de son influence américaine notamment. L'arbitrage en Thaïlande est régi par l'*Arbitration Act* de 2002 qui illustre parfaitement la position hybride du droit thaïlandais en s'inscrivant dans une tradition civiliste avec une pratique procédurale de *Common Law*¹⁰.

Outre les influences majeures issues des traditions de droit civil et de *Common Law*, le paysage juridique de certains pays d'Asie du Sud-Est et notamment de la péninsule indochinoise se caractérise également par une empreinte significative du droit soviétique. Cette influence, particulièrement notable dans des États tels que le Laos et le Vietnam, confère une coloration spécifique à leurs systèmes juridiques. Ainsi, ces particularismes viennent enrichir et complexifier la mosaïque des traditions juridiques qui façonnent l'ordre juridique régional, apportant une diversité supplémentaire aux cadres normatifs applicables dans cette région dynamique.

¹ Queen Mary University of London, 2021 *International Arbitration Survey* (sections « Choice of seat ») – <https://arbitration.qmul.ac.uk/research/2021-international-arbitration-survey/>

² https://www.nyulawglobal.org/globalex/singapore1.html#Section_4_4

³ <https://www.wipo.int/wipolex/en/legislation/details/23440?utm>

⁴ <https://www.malaysianbar.org.my/article/news/legal-and-general-news/legal-news/arbitration-act-2005-malaysia-joins-the-model-law?utm>

⁵ <https://cacj-ajp.org/vietnam/legal-system/legal-system-of-vietnam/overview-of-the-legal-system-of-vietnam/>

⁶ <https://www.viac.vn/en/arbitration/law-on-commercial-arbitration-practice-at-vietnam-international-arbitration-centre-a131.html>

⁷ <https://www.henricapitant.org/actions/cambodge-11-avril-2022/>

⁸ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

⁹ <https://www.btrade.ma/fr/observer-les-pays/thaïlande/cadre-legal#:~:text=Le%20fonctionnement%20de%20la%20justice,-L'%C3%A9quit%C3%A9%20de&text=Le%20Tha%C3%AF%20est%20la%20langue,influenc%C3%A9es%20par%20la%20common%20law.>

https://en.wikipedia.org/wiki/Law_of_Thailand

¹⁰ <https://iclg.com/practice-areas/international-arbitration-laws-and-regulations/02-regional-overview-and-recent-developments-asia-pacific>

Un autre élément technique déterminant réside dans l'application effective du principe de compétence-compétence. A Singapour, les juridictions reconnaissent pleinement la priorité de l'arbitre pour statuer sur sa compétence, y compris lorsque la validité de la clause compromissoire est sérieusement contestée. Cette protection est renforcée par le recours aux *anti-suit injunctions*, mécanisme issu de la *Common Law* permettant d'empêcher une partie de saisir un juge étatique en violation d'une convention d'arbitrage.

Ce mécanisme, absent du droit français et de la plupart des systèmes civilistes de la région, contribue à limiter les procédures parallèles et à sécuriser le déroulement de l'arbitrage¹¹.

Si ces distinctions demeurent essentielles pour comprendre les spécificités juridiques de chaque pays, elles ne doivent pas masquer une convergence majeure : dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, la plupart des États ont adopté un cadre législatif largement inspiré de la *Model Law*. Singapour, la Malaisie, Brunei Darussalam, la Thaïlande, le Cambodge, ou encore le Myanmar ont ainsi intégré tout ou partie de ce modèle, qui constitue désormais la référence internationale en matière d'arbitrage commercial¹². L'adoption de la *Model Law* tend à atténuer les distinctions entre systèmes de *Common Law* et de droit civil, en fournissant un socle normatif commun fondé sur la neutralité, la prévisibilité et la circulation des sentences, en cohérence avec la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères de 1958 (ci-après la « Convention de New York »).

Cette harmonisation témoigne d'une volonté régionale de renforcer l'attractivité de l'Asie du Sud-Est en matière de règlement des différends commerciaux et d'offrir aux opérateurs économiques un environnement juridique stable et conforme aux attentes du commerce international. Ainsi, malgré la persistance de fondements juridiques divergents, la dynamique contemporaine de l'arbitrage en Asie du Sud-Est tend vers une convergence fonctionnelle, portée par la *Model Law*, qui réduit progressivement les différences pratiques entre États de traditions juridiques pourtant opposées.

Malgré cette convergence normative, les États d'Asie du Sud-Est se distinguent fortement par l'ampleur du contrôle exercé par les juridictions étatiques sur la procédure arbitrale et sur les sentences. A Singapour, ce contrôle est strictement cantonné aux cas limitativement énumérés par l'*International Arbitration Act*, conformément aux articles 34 et 36 de la *Model Law*, excluant toute révision au fond de la sentence.

Si cette approche peut être rapprochée du droit français de l'arbitrage international en ce qu'elle consacre également un contrôle juridictionnel restreint, les fondements en sont toutefois distincts : là où le droit singapourien s'inscrit dans une logique de conformité à la *Model Law*, le droit français repose sur un régime autonome, structuré autour des cinq griefs limitativement énumérés à l'article 1520 du Code de procédure civile, parmi lesquels figure notamment la contrariété à l'ordre public international.

A l'inverse, dans plusieurs États de la région (notamment l'Indonésie et, dans une moindre mesure, le Vietnam), la pratique judiciaire révèle une interprétation extensive des motifs d'annulation, parfois fondée sur des considérations de droit interne, ce qui fragilise la sécurité juridique des sentences rendues localement¹³.

¹¹ [https://cms.law/content/download/463168/file/\(D\)%202110-0151450%20\(V5\)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf](https://cms.law/content/download/463168/file/(D)%202110-0151450%20(V5)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf)

¹² https://uncitral.un.org/en/texts/arbitration/modellaw/commercial_arbitration/status

¹³ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

II. Les institutions et centres d'arbitrage d'Asie du Sud-Est

Le paysage institutionnel de l'arbitrage en Asie du Sud-Est se caractérise par la coexistence de centres à vocation internationale et d'institutions nationales en pleine consolidation. Si Singapour demeure la place dominante, plusieurs juridictions de la région ont développé leurs propres structures afin d'offrir aux entreprises une alternative crédible aux juridictions étatiques et un environnement favorable à la résolution des litiges commerciaux.

Le *Singapore International Arbitration Centre* (SIAC)¹⁴, créé en 1991, constitue la référence régionale. Situé à Singapour, il figure parmi les institutions arbitrales emblématiques à l'échelle régionale et internationale. C'est un centre indépendant doté de son propre règlement de procédure qui a récemment été mis à jour en 2025 (*Arbitration Rules of the Singapore International Arbitration Center*, ci-après le « Règlement SIAC »). L'institution bénéficie du soutien du cadre juridique singapourien, fondé sur l'*International Arbitration Act*. Ces éléments contribuent à faire du SIAC un centre arbitral de premier plan à l'échelle continentale voire mondiale.

Sur le plan strictement procédural, l'attractivité du SIAC repose également sur la technicité de son règlement d'arbitrage, qui intègre des mécanismes avancés largement utilisés en pratique internationale. Le Règlement SIAC prévoit notamment une procédure accélérée, la désignation d'un arbitre d'urgence avant la constitution du tribunal arbitral, ainsi que des dispositions détaillées relatives aux mesures provisoires et conservatoires. Ces outils, encore absents ou peu utilisés dans certains centres de la région, renforcent l'efficacité et la rapidité du processus arbitral¹⁵.

En parallèle du SIAC, il existe d'autres centres et institutions d'arbitrage dans la région, notamment en Malaisie, au Vietnam, en Indonésie ou encore au Cambodge.

Se trouve à Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, l'*Asian International Arbitration Centre* (AIAC), anciennement *Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration*, qui occupe une place importante dans l'écosystème arbitral régional. Créé en 1978, le centre a progressivement acquis une dimension internationale, en développant des règlements modernisés et en renforçant ses services, notamment en arbitrage commercial et en médiation. Le centre dispose de nombreux règlements tels que le Règlement d'arbitrage de 2026 (*AIAC Arbitration Rules*), le Règlement d'arbitrage électronique de 2026 (*AIAC i-Arbitration Rules*), le Règlement d'arbitrage sportif asiatique (*Asian Sports Arbitration Rules 2026*), ou encore le Règlement de médiation (*AIAC Mediation Rules 2023*). L'AIAC offre un soutien institutionnel complet aux procédures arbitrales et dans de nombreux domaines, notamment des niches, comme l'arbitrage sportif ou la finance islamique.¹⁶

Au Vietnam, le *Vietnam International Arbitration Centre* (VIAC)¹⁷, établi en 1993 auprès de la Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam (VCCI), joue un rôle central dans le traitement des litiges commerciaux impliquant des acteurs économiques vietnamiens et étrangers. Le VIAC fonde son activité sur la loi vietnamienne sur l'arbitrage commercial de 2010, largement inspirée des standards internationaux, ce qui en fait un forum attractif pour les différends régionaux. Sa présence à Hanoï et sa capacité à administrer des arbitrages dans d'autres villes renforcent son accessibilité pour les opérateurs économiques.

A côté de ces institutions majeures s'ajoutent d'autres centres en développement dans la région, comme le *Badan*

¹⁴ <https://siac.org.sg/about-us>

¹⁵ [https://cms.law/content/download/463168/file/\(D\)%202110-0151450%20\(V5\)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf](https://cms.law/content/download/463168/file/(D)%202110-0151450%20(V5)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf)

¹⁶ <https://www.aiac.world/About-AIAC->

¹⁷ <https://www.viac.vn/en>

Arbitrase Nasional Indonesia (BANI), fondé en 1977¹⁸ en Indonésie et qui constitue la principale institution arbitrale du pays. Il est également possible de citer le *National Commercial Arbitration Centre* (NCAC)¹⁹ du Cambodge, installé et lancé effectivement à Phnom Penh en 2013, tel que prévu par la loi cambodgienne sur l'arbitrage commercial de 2006, est chargé d'administrer les litiges arbitraux. Ces institutions sont des centres indépendants et neutres accueillant à la fois des procédures d'arbitrage et de médiation.

Ce maillage institutionnel témoigne de la volonté des États d'Asie du Sud-Est d'accompagner l'essor du commerce international et de renforcer la confiance des investisseurs. Si la visibilité des centres est variable d'un pays à l'autre, l'ensemble de ces institutions contribue à structurer un environnement arbitral régional en pleine consolidation, dont l'ambition est de proposer des alternatives crédibles aux grandes places internationales.

Toutefois, malgré la présence d'institutions majeures, la mise en œuvre et l'exécution des sentences arbitrales demeurent souvent complexes. À titre d'exemple, une sentence rendue par une institution d'arbitrage basée à Singapour ne peut pas être exécutée immédiatement en Indonésie, alors même que ce pays a ratifié la Convention de New York ainsi que la Convention CIRDI (Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États).

Des affaires récentes montrent que les parties étrangères rencontrent d'importantes difficultés pour obtenir l'exécution de sentences arbitrales étrangères en Indonésie, notamment en raison du refus des juridictions indonésiennes de délivrer des ordonnances d'*exequatur*. Plusieurs motifs peuvent justifier ce refus en vertu de la législation indonésienne sur l'arbitrage, notamment lorsque le litige ne résulte pas de relations juridiques qualifiées de « commerciales » au sens du droit indonésien, ou lorsque l'exécution de la sentence est considérée comme contraire à l'« ordre public ». De plus, le droit national prévoit des motifs limités d'annulation d'une sentence arbitrale, tels que la présentation de documents falsifiés, la dissimulation volontaire de pièces décisives ou la fraude commise par l'une des parties²⁰ ; ces motifs, strictement encadrés par l'article 70 de la loi indonésienne sur l'arbitrage (loi n°30/1999)²¹, s'appliquent principalement aux sentences rendues dans le pays et sont rarement retenus pour des sentences étrangères, ce qui ajoute une source d'incertitude pour les praticiens internationaux²².

Cette rigidité relative, via l'exemple indonésien, dans la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales internationales s'explique en grande partie par l'hétérogénéité des systèmes politiques et juridiques des États membres de l'ASEAN (*Association of Southeast Asian Nations*). En effet, ces États présentent des traditions juridiques très diverses, héritées de leur histoire, allant de systèmes de droit civil influencés par la *Common Law* à des modèles combinant le droit civil et des éléments de droit soviétique. Ces difficultés pratiques liées à la reconnaissance et à l'exécution des sentences arbitrales internationales entravent ainsi le règlement efficace des litiges commerciaux dans la région de l'ASEAN, en raison notamment de l'absence d'un mécanisme commun de règlement des différends à l'échelle régionale²³.

III. Focus : l'émergence de l'arbitrage au Cambodge

Le Cambodge s'est doté d'un cadre juridique et institutionnel consacré à l'arbitrage commercial, destiné à répondre aux besoins des investisseurs et des acteurs économiques dans un contexte où le système judiciaire étatique reste encore en développement.

¹⁸ <https://baniarbitration.org/about-bani/history>

¹⁹ <https://ncac.org.kh/en/about-us/establishment/>

²⁰ <https://www.iflr.com/article/2a63733ixysbvclh1pj0s/revisiting-foreign-arbitral-awards>

²¹ <https://riverhopelawfirm.com/news/detail/enforcement-of-international-arbitral-awards-in-indonesia>

²² <https://www.globallegalinsights.com/practice-areas/international-arbitration-laws-and-regulations/indonesia/>

²³ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

Le Cambodge est également un pays de droit civil. Bien qu'il ait ratifié la Convention de New York en 1960, la *Law on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards* n'a été promulguée qu'en 2007.

La loi sur l'arbitrage commercial de 2006, inspirée de la *Model Law*, constitue la principale norme régissant l'arbitrage au Cambodge et prévoit l'existence et l'organisation du *National Commercial Arbitration Center* à Phnom Penh. Le NCAC, institution indépendante créée par cette loi, a été effectivement lancé en pratique qu'en 2013 et est l'unique centre national dédié à l'administration des arbitrages commerciaux internationaux dans le pays²⁴.

Le NCAC administre les procédures arbitrales conformément à ses propres règles, élaborées initialement en 2014 puis révisées dans le cadre d'un nouveau règlement entré en vigueur le 28 juin 2021. Ce règlement modernisé a introduit des outils importants tels que l'audience virtuelle, la procédure accélérée pour les litiges de moins de 3 millions de dollars américains ainsi que la possibilité de recourir à un arbitre d'urgence avant même la constitution du tribunal arbitral²⁵.

Au Cambodge, l'arbitrage commercial constitue une alternative choisie par les parties à la place du contentieux judiciaire qui est particulièrement pertinente compte tenu de certaines limites du système judiciaire national. Les tribunaux étatiques cambodgiens, encore en phase de consolidation, ne disposent pas de juridictions spécialisées et les procédures peuvent être relativement longues, aléatoires et coûteuses, ce qui pousse les parties à privilégier l'arbitrage dans des dossiers économiques conséquents²⁶.

La loi sur l'arbitrage commercial et les règles du NCAC confèrent aux parties une grande autonomie procédurale : elles peuvent notamment choisir leurs arbitres, déterminer la langue de la procédure (qu'il s'agisse du khmer ou de langues étrangères telles que l'anglais), et définir les règles applicables, ce qui améliore la flexibilité du mécanisme et l'adapte aux besoins des investisseurs internationaux.²⁷

Côté exécution toutefois, le régime cambodgien se distingue toutefois du droit français par un rôle plus marqué des juridictions étatiques dans la phase post-arbitrale. Alors qu'en France, l'*exequatur* des sentences internationales repose sur un contrôle strictement limité et ne requiert aucune réciprocité, la pratique judiciaire au Cambodge demeure en cours de consolidation, ce qui peut générer une incertitude procédurale résiduelle pour les investisseurs étrangers²⁸.

Toutefois, un avantage déterminant du recours à l'arbitrage est la force exécutoire internationale des sentences arbitrales, garantie par l'adhésion du Cambodge à la Convention de New York de 1958²⁹. Cette convention permet qu'une sentence arbitrale soit facilement exécutée dans les autres États signataires, ce qui n'est pas le cas des jugements nationaux cambodgiens dont l'exécution à l'étranger reste limitée, hormis dans des cas particuliers comme un traité de réciprocité avec le Vietnam.³⁰

Le Cambodge est également partie à la Convention CIRDI, ce qui offre aux investisseurs supplémentaires une

²⁴ <https://ncac.org.kh/en/services/arbitration/why-ncac/>

²⁵ <https://www.henricapitant.org/actions/cambodge-11-avril-2022/>

²⁶ <https://lepetitjournal.com/cambodge/droit-la-question-du-recours-arbitrage-au-cambodge-301915>

²⁷ <https://lepetitjournal.com/droit-larbitrage-commercial-au-cambodge-210320>

<https://ncac.org.kh/en/services/arbitration/why-ncac/>

²⁸ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

²⁹ https://uncitral.un.org/fr/texts/arbitration/conventions/foreign_arbitral_awards/status2

³⁰ <https://lepetitjournal.com/cambodge/droit-la-question-du-recours-arbitrage-au-cambodge-301915>

voie d'arbitrage dans le cadre des différends État-investisseur, en complément de l'arbitrage commercial.³¹

Depuis son lancement, le NCAC a connu une activité croissante, administrant plusieurs affaires, y compris des litiges internationaux, et renforçant progressivement la confiance des acteurs économiques dans ce mécanisme alternatif de règlement des litiges. Les réformes successives du règlement ont pour objectif d'aligner la pratique du NCAC sur les standards internationaux, favorisant notamment l'usage des technologies modernes dans les procédures³². Ces améliorations pourraient rapidement transformer le Cambodge en une juridiction où les litiges commerciaux peuvent être réglés de manière aussi efficace et transparente que possible.

Dans ce contexte régional, alors que des centres d'arbitrage établis comme Singapour ou Kuala Lumpur attirent une part significative des arbitrages internationaux en Asie du Sud-Est, le Cambodge cherche à consolider sa position à travers le développement institutionnel du NCAC et la promotion de l'arbitrage comme moyen privilégié de résolution des différends commerciaux domestiques et internationaux. Son lien historique avec la France et la tradition civiliste pourraient être un atout majeur dans la région.



L'Asie du Sud-Est, au-delà du rayonnement bien connu de Singapour, se révèle une région en pleine structuration arbitrale, où plusieurs pays développent des cadres juridiques et institutionnels solides. La diversité des traditions juridiques, associée à l'adoption généralisée de la *Model Law*, crée un environnement favorable à l'arbitrage international, tandis que l'émergence de centres comme ceux de Malaisie, Thaïlande, Vietnam, Indonésie ou Cambodge illustre une dynamique régionale prometteuse.



In Southeast Asia, arbitral activity has traditionally been dominated by Singapore, which has become a leading hub for international arbitration. As a result, arbitration practice in the rest of the region is rarely examined: what about Malaysia, Vietnam, or Cambodia?

This bulletin highlights these jurisdictions where arbitration is gradually developing, driven by legislative and institutional reforms that remain relatively unknown. It will therefore examine the legal frameworks governing arbitration in Southeast Asia (I), the main institutions in the region (II), and finally, the distinctive emergence of arbitration in the Kingdom of Cambodia (III).



³¹ <https://icsid.worldbank.org/sites/default/files/ICSID%2010/2025%20-%20July%2017%20-%20ICSID%203%20-%20FRE.pdf>

³² https://ncac.org.kh/wp-content/uploads/2024/10/Annual-Report-for-Year-2023-and-First-Quarter-of-2024_compressed_compressed-.pdf

I. Arbitration Law in Southeast Asia: Common Law or Civil Law Influence?

Arbitration law in Southeast Asia is characterized by profound heterogeneity, reflecting the distinct historical and institutional trajectories of each States in the region.

Beyond institutional differences, the imbalance between Singapore and other Southeast Asian states is also explained by technical disparities in the implementation of fundamental principles of international arbitration, particularly with regard to judicial control, interim measures, and enforcement of awards. While several states have adopted legislation inspired by the Model Law on International Commercial Arbitration (hereinafter the “Model Law”) developed by the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) and aimed at harmonizing national legislation on international commercial arbitration, the quality of the arbitral environment depends less on the written norm than on its effective application, an element that is decisive in the parties’ choice of arbitral seat³³.

Some countries follow a Common Law tradition inherited from British influence, notably Singapore and Malaysia. In these jurisdictions, the central role of case law and the structure of legal norms are explained by the application of the doctrine of judicial precedent, characteristic of Common Law systems³⁴. This influence is reflected in their national legislative frameworks, as both countries have adopted an Arbitration Act, Singapore³⁵ in 2001 and Malaysia³⁶ in 2005, governing domestic arbitration practice.

Conversely, other states in the region adhere to a civil law tradition based on codification and a more structured organization of legal rules, notably Vietnam³⁷ and Cambodia. In these systems, arbitration is addressed through statutes such as Vietnam’s Law on Commercial Arbitration adopted in 2010³⁸, which is integrated into a written and codified legal system. Cambodia, for its part, enacted its Law on Commercial Arbitration in 2006³⁹ within a civil law framework. In Indonesia, the legal framework is rooted in Dutch law, and the primary source governing arbitration is the Law on Arbitration and Alternative Dispute Resolution, which is not based on the Model Law but incorporates its essential aspects⁴⁰.

Between these two poles, some countries adopt a hybrid position. Thailand⁴¹ is the most significant example: although its legal system theoretically belongs to the civil law family and is based on codes, both judicial and institutional practice largely draw on Common Law procedural standards, notably due to American influence. Arbitration in Thailand is governed by the Arbitration Act of 2002, which perfectly illustrates this hybrid position by combining a civil law tradition with common law procedural practice⁴².

³³ Queen Mary University of London, *2021 International Arbitration Survey* (sections « Choice of seat ») – <https://arbitration.qmul.ac.uk/research/2021-international-arbitration-survey/>

³⁴ https://www.nyulawglobal.org/globalex/singapore1.html#Section_4_4

³⁵ <https://www.wipo.int/wipolex/en/legislation/details/23440?utm>

³⁶ <https://www.malaysianbar.org.my/article/news/legal-and-general-news/legal-news/arbitration-act-2005-malaysia-joins-the-model-law?utm>

³⁷ <https://cacj-ajp.org/vietnam/legal-system/legal-system-of-vietnam/overview-of-the-legal-system-of-vietnam/>

³⁸ <https://www.viac.vn/en/arbitration/law-on-commercial-arbitration-practice-at-vietnam-international-arbitration-centre-a131.html>

³⁹ <https://www.henricapitant.org/actions/cambodge-11-avril-2022/>

⁴⁰ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

⁴¹ <https://www.btrade.ma/fr/observer-les-pays/thailande/cadre-legal#:~:text=Le%20fonctionnement%20de%20la%20justice,-L'%C3%A9quit%C3%A9%20de&text=Le%20Tha%C3%AF%20est%20la%20langue,influenc%C3%A9es%20par%20la%20common%20law.>

https://en.wikipedia.org/wiki/Law_of_Thailand

⁴² <https://iclg.com/practice-areas/international-arbitration-laws-and-regulations/02-regional-overview-and-recent-developments-asia-pacific>

In addition to the major influences of civil law and common law traditions, the legal landscape of some Southeast Asian countries, notably within the Indochina peninsula, is also characterized by a significant Soviet legal imprint. This influence, particularly noticeable in countries such as Laos and Vietnam, gives their legal systems a specific flavor. These particularities enrich and complicate the mosaic of legal traditions that shape the regional legal order, adding further diversity to the regulatory frameworks applicable in this dynamic region.

Another decisive technical element lies in the effective application of the competence-competence principle. In Singapore, courts fully recognize the arbitrator's priority to rule on their own jurisdiction, including where the validity of the arbitration agreement is seriously challenged. This protection is reinforced by the use of anti-suit injunctions, a mechanism derived from common law that prevents a party from seizing state courts in breach of an arbitration agreement.

This mechanism, which is absent from French law and from most civil law systems in the region, helps to limit parallel proceedings and secure the arbitral process⁴³.

While these distinctions remain essential to understanding the legal specificities of each country, they should not obscure a major convergence: across Southeast Asia, most states have adopted legislative frameworks largely inspired by the Model Law. Singapore, Malaysia, Brunei Darussalam, Thailand, Cambodia, and Myanmar have all incorporated all or part of this model, which has now become the international benchmark for commercial arbitration⁴⁴. The adoption of the Model Law tends to mitigate distinctions between Common Law and Civil Law systems by providing a shared normative foundation based on neutrality, predictability, and the circulation of arbitral awards, in line with the 1958 New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards (hereinafter the « New York Convention »).

This harmonization reflects a regional desire to enhance Southeast Asia's attractiveness for the resolution of commercial disputes and to offer economic operators a stable legal environment aligned with the expectations of international trade. Thus, despite the persistence of divergent legal foundations, the contemporary dynamics of arbitration in Southeast Asia tend toward functional convergence driven by the Model Law, gradually reducing practical differences between states with opposing legal traditions.

Despite this normative convergence, Southeast Asian states differ significantly in the extent of judicial control exercised over arbitral proceedings and awards. In Singapore, such control is strictly limited to the grounds exhaustively listed in the International Arbitration Act, in accordance with Articles 34 and 36 of the Model Law, excluding any review of the merits of the award.

This approach is comparable to that of French international arbitration law, which is based on minimal judicial control focused on international public policy. However, while both systems provide for limited judicial review, their foundations differ: Singapore law is grounded in conformity with the Model Law, whereas French law relies on an autonomous regime structured around the five grounds exhaustively listed in Article 1520 of the French Code of Civil Procedure, including a violation of international public policy.

By contrast, in several states in the region (notably Indonesia and, to a lesser extent, Vietnam), judicial practice reveals an expansive interpretation of annulment grounds, sometimes based on considerations of domestic law,

⁴³ [https://cms.law/content/download/463168/file/\(D\)%202110-0151450%20\(V5\)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf](https://cms.law/content/download/463168/file/(D)%202110-0151450%20(V5)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf)

⁴⁴ https://uncitral.un.org/en/texts/arbitration/modellaw/commercial_arbitration/status

which undermines the legal certainty of locally rendered awards⁴⁵.

II. Arbitration Institutions and Centers in Southeast Asia

The institutional landscape of arbitration in Southeast Asia is characterized by the coexistence of internationally oriented centers and national institutions undergoing consolidation. While Singapore remains the dominant hub, several jurisdictions in the region have developed their own structures to offer businesses credible alternatives to state courts and a favorable environment for resolving commercial disputes.

The Singapore International Arbitration Centre (SIAC)⁴⁶, established in 1991, is the regional benchmark. Located in Singapore, it ranks among the leading arbitral institutions both regionally and internationally. SIAC is an independent center with its own procedural rules, most recently updated in 2025 (Arbitration Rules of the Singapore International Arbitration Centre, hereinafter “*SIAC Rules*”). It benefits from the strong support of Singapore’s legal framework under the International Arbitration Act, making SIAC a premier arbitral center at both continental and global levels.

From a strictly procedural standpoint, the SIAC’s attractiveness also stems from the technical nature of its arbitration rules, which incorporate advanced mechanisms widely used in international practice. The SIAC Rules provide, notably, expedited procedures, the appointment of an emergency arbitrator prior to the constitution of the tribunal, and detailed provisions on interim and conservatory measures. These tools, which are still absent or rarely used in some regional centers, enhance the efficiency and speed of the arbitral process⁴⁷.

Alongside SIAC, other arbitration centers and institutions exist in the region, notably in Malaysia, Vietnam, Indonesia, and Cambodia.

The Asian International Arbitration Centre (AIAC), formerly known as the Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration, is located in Kuala Lumpur, Malaysia, and plays a significant role in the regional arbitral ecosystem. Established in 1978, the center has progressively acquired an international dimension by modernizing its rules and strengthening its services, particularly in commercial arbitration and mediation. The center offers multiple sets of rules, including the Arbitration Rules of 2026 (AIAC i-Arbitration Rules 2026), the Asian Sports Arbitration Rules (Asian Sports Arbitration Rules 2026), and the Mediation Rules (AIAC Mediation Rules 2023). AIAC provides comprehensive institutional support for arbitral proceedings across various fields, including niche areas such as sports arbitration and Islamic finance⁴⁸.

In Vietnam, the Vietnam International Arbitration Centre (VIAC)⁴⁹, established in 1993 under the Vietnam Chamber of Commerce and Industry (VCCI), plays a central role in handling commercial disputes involving Vietnamese and foreign economic actors. VIAC operates under Vietnam’s 2010 Law on Commercial Arbitration, which is largely inspired by international standards, making it an attractive forum for regional disputes. Its presence in Hanoi and its capacity to administer arbitrations in other cities enhance its accessibility for economic operators.

In addition to these major institutions, other developing centers exist in the region, such as the *Badan Arbitrase*

⁴⁵ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

⁴⁶ <https://siac.org.sg/about-us>

⁴⁷ [https://cms.law/content/download/463168/file/\(D\)%202110-0151450%20\(V5\)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf](https://cms.law/content/download/463168/file/(D)%202110-0151450%20(V5)%20BROC%20APAC%20Expert%20Guide%20Recognition%20&%20Enforcement%20-%20Judgments%20&%20Arbitral%20Awards.pdf)

⁴⁸ <https://www.aiac.world/About-AIAC->

⁴⁹ <https://www.viac.vn/en>

Nasional Indonesia (BANI), founded in 1977⁵⁰ in Indonesia and serving as the country's main arbitral institution. The National Commercial Arbitration Centre (NCAC)⁵¹ of Cambodia, established and launched in Phnom Penh in 2013, as planned in 2006 by the Cambodia's Law on Commercial Arbitration, is also noteworthy. These institutions are independent and neutral centers administering both arbitration and mediation proceedings.

This institutional network reflects Southeast Asian States' commitment to supporting the growth of international trade and strengthening investor confidence. While the visibility of centers varies from one country to another, together they contribute to structuring a rapidly consolidating regional arbitral environment that aims to offer credible alternatives to major international hubs.

However, despite the presence of major institutions, the implementation and enforcement of arbitral awards often remain complex. For example, an award rendered by an arbitration institution based in Singapore cannot be immediately enforced in Indonesia, even though Indonesia has ratified both the New York Convention and the ICSID Convention.

Recent cases show that foreign parties face significant difficulties in obtaining enforcement of foreign arbitral awards in Indonesia, particularly due to Indonesian courts' refusal to issue exequatur orders. Several grounds may justify such refusals under Indonesian arbitration law, including where the dispute does not arise from legal relationships deemed "commercial" under Indonesian law, or where enforcement is considered contrary to "public order." Moreover, even prevailing in arbitration in Indonesia does not guarantee Indonesian entrepreneurs the ability to swiftly seize assets located abroad. Indonesian law provides limited grounds for annulment of arbitral awards, such as forged documents, deliberate concealment of decisive evidence, or fraud by a party⁵², strictly regulated by Article 70 of Law No. 30/1999⁵³. These grounds mainly apply to domestic awards and are rarely accepted for foreign awards, adding further uncertainty for international practitioners⁵⁴.

This relative rigidity, illustrated by the Indonesian example, in the recognition and enforcement of international arbitral awards largely stems from the heterogeneity of political and legal systems among ASEAN Member States (*Association of Southeast Asian Nations*). Indeed, these states have highly diverse legal traditions shaped by their history, ranging from civil law systems influenced by Common Law to models combining Civil Law with elements of Soviet Law. These practical difficulties in recognition and enforcement hinder the effective resolution of commercial disputes in the ASEAN region, notably due to the absence of a common regional dispute resolution mechanism⁵⁵.

III. Focus: The Emergence of Arbitration in Cambodia

Cambodia has established a legal and institutional framework for commercial arbitration aimed at meeting the needs of investors and economic actors in a context where the state judicial system remains under development. Cambodia is also a civil law country.

Although it ratified the New York Convention in 1960, the Law on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards was only enacted in 2007.

⁵⁰ <https://baniarbitration.org/about-bani/history>

⁵¹ <https://ncac.org.kh/en/about-us/establishment/>

⁵² <https://www.iflr.com/article/2a63733ixysbvclh1pj0s/revisiting-foreign-arbitral-awards>

⁵³ <https://riverhopelawfirm.com/news/detail/enforcement-of-international-arbitral-awards-in-indonesia>

⁵⁴ <https://www.globallegalinsights.com/practice-areas/international-arbitration-laws-and-regulations/indonesia/>

⁵⁵ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

The 2006 Law on Commercial Arbitration, inspired by the Model Law, is the main legislation governing arbitration in Cambodia and provides for the establishment and organization of the National Commercial Arbitration Centre in Phnom Penh. The NCAC, an independent institution created by this law, was effectively launched in practice only in 2013 and is the only national center dedicated to administering international commercial arbitrations in the country⁵⁶.

The NCAC administers arbitral proceedings in accordance with its own rules, initially adopted in 2014 and revised under a new rule that entered into force on 28 June 2021. This modernized rule introduced important tools such as virtual hearings, expedited procedures for disputes under USD 3 million, and the possibility of appointing an emergency arbitrator prior to the constitution of the arbitral tribunal⁵⁷.

In Cambodia, commercial arbitration constitutes an alternative chosen by the parties in place of litigation, which is particularly relevant given certain limits of the national judicial system. Cambodian state courts, still undergoing consolidation, do not have specialized jurisdictions, and proceedings may be relatively lengthy, unpredictable, and costly, prompting parties to favor arbitration in significant economic cases⁵⁸.

The Law on Commercial Arbitration and the NCAC Rules grant parties substantial procedural autonomy, allowing them to choose their arbitrators, determine the language of the proceedings (whether Khmer or foreign languages such as English), and define applicable rules, thereby enhancing flexibility and adapting the mechanism to the needs of international investors⁵⁹.

With respect to enforcement, however, the Cambodian regime differs from French law in that state courts play a more prominent role in the post-arbitration phase. Whereas in France the exequatur of international awards is subject to strictly limited review and requires no reciprocity, judicial practice in Cambodia is still consolidating, which may generate residual procedural uncertainty for foreign investors⁶⁰.

Nevertheless, a decisive advantage of arbitration lies in the international enforceability of arbitral awards guaranteed by Cambodia's accession to the 1958 New York Convention⁶¹. This convention enables arbitral awards to be enforced relatively easily in other contracting States, unlike Cambodian national court judgments, whose enforcement abroad remains limited except in specific cases such as reciprocity treaties with Vietnam⁶².

Cambodia is also a party to the ICSID Convention, offering investors an additional avenue for arbitration in investor–state disputes, alongside commercial arbitration⁶³.

Since its launch, the NCAC has experienced growing activity, administering several cases, including international disputes, and progressively strengthening economic actors' confidence in this alternative dispute resolution mechanism. Successive rule reforms aim to align NCAC practice with international standards, notably by encouraging the use of modern technologies in proceedings⁶⁴. These improvements could quickly transform

⁵⁶ <https://ncac.org.kh/en/services/arbitration/why-ncac/>

⁵⁷ <https://www.henricapitant.org/actions/cambodge-11-avril-2022/>

⁵⁸ <https://lepetitjournal.com/cambodge/droit-la-question-du-recours-arbitrage-au-cambodge-301915>

⁵⁹ <https://lepetitjournal.com/droit-larbitrage-commercial-au-cambodge-210320>

<https://ncac.org.kh/en/services/arbitration/why-ncac/>

⁶⁰ <https://www.scitepress.org/Papers/2021/106597/106597.pdf>

⁶¹ https://uncitral.un.org/fr/texts/arbitration/conventions/foreign_arbitral_awards/status2

⁶² <https://lepetitjournal.com/cambodge/droit-la-question-du-recours-arbitrage-au-cambodge-301915>

⁶³ <https://icsid.worldbank.org/sites/default/files/ICSID%2010/2025%20-%20July%2017%20-%20ICSID%203%20-%20FRE.pdf>

⁶⁴ https://ncac.org.kh/wp-content/uploads/2024/10/Annual-Report-for-Year-2023-and-First-Quarter-of-2024_compressed_compressed-.pdf

Cambodia into a jurisdiction where commercial disputes can be resolved as efficiently and transparently as possible.

In this regional context, while established arbitration hubs such as Singapore or Kuala Lumpur attract a significant share of international arbitrations in Southeast Asia, Cambodia seeks to consolidate its position through the institutional development of the NCAC and the promotion of arbitration as a preferred method for resolving domestic and international commercial disputes. Its historical ties with France and its civil law tradition could constitute a major asset in the region.



Beyond Singapore's well-known influence, Southeast Asia is proving to be a region undergoing rapid development in the field of arbitration, with several countries establishing robust legal and institutional frameworks. The diversity of legal traditions, combined with the widespread adoption of the Model Law, creates a favorable environment for international arbitration, while the emergence of centers such as those in Malaysia, Thailand, Vietnam, Indonesia, and Cambodia illustrates a promising regional dynamic.



Contact

8, rue de l'Arcade — 75008 Paris

contact@komon.legal

www.komon.legal